

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2002 — 2123

[C — 2002/29282]

**25 AVRIL 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
approuvant le règlement organique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 10;  
Considérant la décision du Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance du 5 mars 2002 par laquelle il fixe son règlement organique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 21 mars 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 33.252/4, donné le 15 avril 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance ayant les missions confiées à l'O.N.E. dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2002,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement organique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel qu'il figure en annexe au présent arrêté est approuvé.

**Art. 2.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1991 portant approbation du règlement organique du Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 6 mai 2002.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Enfance ayant les missions confiées à l'O.N.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Annexe

**Règlement organique de l'O.N.E.**

Article 1<sup>er</sup>. Le présent règlement est établi en application du décret du 30 mars 1983 portant création de l'O.N.E., tel que modifié par les décrets du 22 décembre 1983, du 12 mars 1990, le décret-programme du 26 juin 1992, les décrets du 6 avril 1998, du 8 février 1999 et du 23 décembre 1999, et en particulier de son article 10.

**TITRE I<sup>er</sup>. — Le conseil d'administration**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Attributions et compétences**

Art. 2. Le Conseil d'Administration exerce toutes les compétences qui découlent du décret du 30 mars 1983 portant création de l'O.N.E., ci-après dénommé « le décret » et a entre autres responsabilités :

1<sup>o</sup> de gérer et administrer l'O.N.E. et notamment :

- a) rédiger le règlement organique, à soumettre à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française;
- b) établir le budget de l'O.N.E.;
- c) dresser les bilans et comptes de recettes et de dépenses et solliciter de la Communauté française les subsides nécessaires à l'action de l'O.N.E.;
- d) proposer le cadre du personnel de l'Office et toutes les modifications y relatives;
- e) déterminer la procédure d'engagement, de recrutement et de promotion du personnel qui sera effectuée sur base des compétences et mérites conformément à l'arrêté du gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;
- f) gérer le patrimoine, en conformité notamment avec la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;
- g) pourvoir à la mise en place de membres des Comités subrégionaux et du Conseil scientifique et du Comité de gestion du Fonds Houtman;
- h) Saisir le Bureau de toute préparation de dossiers qu'il juge utile;

2° de définir à l'occasion de l'élaboration du budget, les objectifs stratégiques annuels et pluriannuels de l'Office et de veiller à leur réalisation;

3° de prendre, dans l'intérêt de la protection de la mère et de l'enfant, toutes dispositions nécessaires et qu'il juge utiles, dans les limites qui lui sont fixées par la législation en vigueur, dont le décret du 30 mars 1983 portant création de l'O.N.E. et notamment :

a) arrêter les règlements ad hoc;

b) donner son avis sur toutes les questions de protection de la mère et de l'enfant;

4° de veiller à la bonne application et de prendre les dispositions nécessaires pour faire exécuter ses décisions par le Bureau, les Comités subrégionaux, l'Administrateur général et l'Administrateur général adjoint; annuler toute décision du Bureau, des Comités subrégionaux, de l'Administrateur général et de l'Administrateur général adjoint prise en dehors de leur compétence ou de nature à nuire à l'intérêt de l'O.N.E.

Art. 3. En application de l'article 10 du décret, le Conseil d'Administration délègue au Bureau, aux Administrateurs généraux et aux Comités subrégionaux, les compétences définies respectivement aux articles 14, § 2, 22, § 2, et 23 du présent règlement. Ces délégations sont octroyées pour autant qu'un rapport trimestriel soit rendu au Conseil d'Administration, qui procèdera annuellement à une évaluation.

## CHAPITRE II. — *Organisation et procédure*

Art. 4. Le terme « membre » du Conseil d'Administration utilisé dans le présent règlement désigne l'un des 20 membres du Conseil d'Administration, disposant d'une voix délibérative.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du (de la) président(e) ou en son absence, par le(a) 1<sup>er</sup> vice-président(e) ou, en son absence, par le(a) 2<sup>e</sup> vice-président(e), au moins six fois par année civile ou dans un délai de 15 jours calendriers si un tiers au moins des membres le demande par écrit.

Les convocations et les documents y afférents sont adressés, par lettre simple, au moins 7 jours calendriers avant la date de la séance. La convocation porte l'ordre du jour, le procès-verbal et les documents y relatifs.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit à 3 jours calendriers. Dans ce cas, les convocations et les documents y afférents peuvent être adressés par le moyen jugé le plus approprié.

Art. 5. Le Conseil d'Administration est présidé par le(a) président(e) ou, en son absence par le(a) 1<sup>er</sup> vice-président(e) ou, à défaut, par le(a) 2<sup>e</sup> vice-président(e). En l'absence du(de la) président(e) et des vice-président(e)s, le membre présent le plus âgé assume la présidence de la séance.

Art. 6. Sauf ce qui relève de l'article 8 du présent règlement, le Conseil d'Administration délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents. Chaque membre présent ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, il est convoqué une nouvelle réunion sur les mêmes points dans les quinze jours calendriers au cours de laquelle le Conseil d'Administration délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Seuls les membres peuvent être porteurs d'une procuration.

Art. 7. Le vote a lieu à main levée.

Il a lieu à scrutin secret s'il porte sur des personnes ou si un tiers au moins des membres présents le demandent.

Hormis ce qui est énoncé à l'article 8 du présent règlement, la décision est prise à la majorité simple des votes valablement exprimés (la moitié des voix plus une), sans tenir compte des membres qui s'abstiennent.

Art. 8. Lors de l'élection du(de la) président(e), des vices-président(e)s et des membres du Bureau, le quorum de présence est des deux-tiers des membres.

Les élections requièrent une majorité de deux-tiers des voix des membres présents ou représentés, sans qu'il soit tenu compte des abstentions.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, il est convoqué une nouvelle réunion dans les quinze jours calendriers, au cours de laquelle les élections se font, quel que soit le nombre de membres présents, aux deux-tiers des voix, sans qu'il ne soit tenu compte des abstentions.

Art. 9. Jusqu'à l'élection du(de la) président(e), la séance est présidée par le membre présent le plus âgé.

Art. 10. L'ordre du jour du Conseil d'Administration est établi par le(a) président(e) ou, en son absence par le(a) premier(e) vice-président(e) ou, en son absence, par le(a) deuxième vice-président(e). L'ordre du jour contient les points décidés par le Bureau ainsi que ceux soulevés par au moins cinq membres du Conseil d'Administration.

Art. 11. Les délibérations du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux, cosignés d'une part par le(a) président(e) ou, en son absence, par le(a) 1<sup>er</sup> vice-président(e) ou, en son absence, par le(a) 2<sup>e</sup> vice-président(e) et d'autre part par l'administrateur(rice) général(e) ou en son absence, par l'administrateur(rice) général(e) adjoint(e).

Art. 12. Sauf délibération expresse, toute décision du Conseil d'Administration est exécutoire, sans attendre l'approbation du procès-verbal, mais dans le respect des délais de recours des Commissaires du Gouvernement de la Communauté française.

Tout point non inscrit à l'ordre du jour ne peut faire l'objet d'une délibération que si la majorité des deux tiers, sans qu'il soit tenu compte des abstentions, des membres présents ou représentés marquent leur accord.

Art. 13. Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances toute personne dont il juge la présence opportune, compte tenu du point inscrit à l'ordre du jour.

**TITRE II. — Le bureau****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Attributions, compétences et délégations**

Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Le Bureau exerce les compétences qui lui sont attribuées aux articles 13 et 18, § 3, du décret.

Le Bureau est tenu d'informer le Conseil d'Administration, des actes accomplis dans le cadre de ses compétences et de lui fournir toutes explications y relatives.

§ 2. En application de l'article 10 du décret, le Bureau exerce en outre les compétences suivantes qui lui sont déléguées par le Conseil d'Administration :

1. toutes décisions, en cas d'urgence dûment motivée par le Bureau, celui-ci rendant compte au Conseil d'Administration lors de sa prochaine séance, à l'exception des compétences réservées au Conseil d'Administration;

2. prendre en seconde instance, les décisions relatives au refus ou au retrait de l'autorisation des institutions et services qui prennent en garde de manière non occasionnelle des enfants de moins de 6 ans, conformément à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 tel que modifié par le décret du 8 février 1999, lorsque au terme du délai qui lui est octroyé, le milieu d'accueil n'a pas remédié aux éléments visés dans la décision du Comité subrégional de refus ou de retrait d'autorisation;

3. prendre en seconde instance, les décisions relatives au refus ou au retrait de l'attestation de qualité sollicitée par les institutions et services qui prennent en garde de manière non occasionnelle des enfants de moins de 12 ans, conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret tel que modifié par le décret du 8 février 1999, lorsque au terme du délai qui lui est octroyé, le milieu d'accueil n'a pas remédié aux éléments visés dans la décision du Comité subrégional de refus ou retrait de l'attestation de qualité;

4. faire des propositions au Conseil d'Administration quant à la désignation des membres des Comités subrégionaux, du Conseil scientifique, du Fonds Houtman ou de toute autre commission ou conseil;

5. passer et exécuter les marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant supérieur au montant fixé à l'article 120, 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et des concessions de travaux publics. Un rapport trimestriel sera rendu au Conseil d'Administration, qui procédera annuellement à une évaluation.

Art. 15. En application de l'article 13 du décret, le Bureau délègue à l'Administrateur(rice) général(e) ou en son absence, à l'Administrateur (rice) général(e) adjoint(e) les compétences définies à l'article 22, § 2.

Ces délégations sont octroyées pour autant qu'un rapport trimestriel soit rendu au Bureau, qui procédera annuellement à une évaluation.

**CHAPITRE II. — Organisation et procédure**

Art. 16. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent tant aux compétences propres du Bureau qu'aux compétences qui lui sont déléguées par le Conseil d'Administration.

Art. 17. Le terme « membre » du Bureau utilisé dans le présent règlement désigne l'un de ses 7 membres, disposant d'une voix délibérative.

Le Bureau se réunit sur convocation du(de la) président(e) ou en son absence, par le(a) 1<sup>er</sup> vice-président(e) ou, en son absence, par le(a) 2<sup>ème</sup> vice-président(e), ou lorsque trois de ses membres au moins le demandent par écrit. Il se réunit au moins 10 fois par an.

Les convocations et les documents y afférents sont adressés, par lettre simple, au moins 3 jours calendriers avant la date de la séance. La convocation porte l'ordre du jour arrêté par le(a) président(e).

Art. 18. Le Bureau peut inviter à ses séances toute personne dont il juge la présence opportune, compte tenu du point inscrit à l'ordre du jour.

Art. 19. Le Bureau est présidé par le(a) président(e) du Conseil d'Administration ou, en son absence, par le(a) 1<sup>er</sup> vice-président(e) ou, en son absence, par le(a) 2<sup>e</sup> vice-président(e).

En l'absence du(de la) président(e) et des vice-président(e)s, le membre présent le plus âgé assume la présidence de la séance.

Art. 20. Les membres du Bureau ne peuvent donner mandat à un autre membre.

Art. 21. Le vote a lieu à main levée. Il a lieu à scrutin secret s'il porte sur des personnes ou si un tiers au moins des membres présents le demandent.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres du Bureau sans tenir compte des membres qui s'abstiennent. Celles-ci sont exécutoires sauf délibération expresse, et pour autant que soit respecté le délai de recours des Commissaires du Gouvernement de la Communauté française.

Lorsque moins de 4 membres du Bureau sont présents, les décisions prises ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Procès-Verbal lors de la séance suivante.

**TITRE III. — L'administrateur(trice) général(e) et l'administrateur(trice) général(e) adjoint(e)****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Attributions, compétences et délégations**

Art. 22. § 1<sup>er</sup>. L'administrateur(rice) général(e) et l'administrateur(rice) général(e) adjoint(e) exercent les compétences qui leur sont attribuées à l'article 18 du décret.

L'administrateur(rice) général(e) exerce la direction et le contrôle global sur l'Office. Conformément à l'article 18 du décret, il (elle) est assisté(e) dans sa tâche par un(e) administrateur(rice) général(e) adjoint(e) qui le (la) remplace en cas d'absence. A ce titre, l'administrateur(rice) général(e) ou en son absence, l'administrateur(rice) général(e) adjoint(e) est tenu d'informer le Conseil d'Administration et le Bureau, des actes accomplis dans le cadre de la gestion de l'institution; en outre, il (elle) transmet annuellement toute information utile à l'évaluation de l'Administration générale.

§ 2. En application des articles 10 et 13 du décret, l'administrateur(rice) général(e) et l'administrateur(rice) général(e) adjoint(e) exercent les compétences suivantes qui leur sont déléguées par le Bureau et le Conseil d'Administration :

— En matière de personnel :

1. proposer au Bureau l'engagement des agents contractuels de niveau 1, y compris ceux appelés à effectuer un remplacement, dans les limites des crédits budgétaires;
2. engager les agents contractuels des niveaux 2+, 2, 3 et 4 dans les limites des crédits budgétaires;
3. sur proposition ou de l'avis préalable des Directeurs généraux adjoints concernés :
  - affecter les agents et modifier au sein des Services, les affectations desdits agents;
  - fixer leur résidence administrative;
4. autoriser le détachement dans un Cabinet ministériel des membres du personnel ou les désigner pour l'accomplissement d'une mission;
5. prendre les actes administratifs nécessaires lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'inaptitude physique du candidat ou du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la retraite;
6. assurer le suivi pour toutes les relations avec le SELOR;
7. prendre les actes administratifs qui correspondent, pour les agents, au bénéfice d'une promotion en carrière plane;
8. fixer et liquider le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement, fixer et liquider le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;
9. établir la proposition requise pour le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur;
10. autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;
11. mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;
12. fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité;
13. placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents qui en font la demande, après avis des directeurs généraux adjoints concernés;
14. autoriser, après avis des directeurs généraux adjoints concernés, les membres du personnel à s'absenter pour une longue durée justifiée pour des raisons sociales ou familiales;
15. accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents;
16. fixer le droit à la pension à charge du Trésor des mêmes agents;
17. placer un agent en non-activité, s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;
18. attribuer les fonctions supérieures conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
19. licencier pour faute grave les membres du personnel engagés par contrat;
20. suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;
21. approuver les états de frais de route et de séjour des Directeurs généraux adjoints;
22. sur proposition des Directeurs généraux adjoints, autoriser les membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de service;
23. accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, en ce compris pour attribuer à un accident la qualification juridique d'« accident du travail » ou d'« accident survenu sur le chemin du travail »;
24. accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences;
25. octroyer aux membres du personnel le bénéfice des mesures d'interruption de carrière et de redistribution du travail;
26. accomplir les actes en matière d'écartement prophylactique après avis de la médecine du travail, en ce compris la décision d'écartement;
27. autoriser le cumul des activités;
28. accorder les congés politiques;
29. accorder le bénéfice d'une suspension de contrat;
30. accorder aux agents les congés annuels de vacances, congés exceptionnels et congés de circonstance;
31. organiser les subdélégations en matière de congés annuels de vacances, congés exceptionnels et congés de circonstance;

32. organiser les subdélégations en matière de copies certifiées conformes de documents administratifs;
33. approuver les états de frais de route et de séjour du personnel relevant de leur autorité;
34. rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel;
35. délivrer aux membres du personnel les documents relatifs à l'obtention d'un titre permanent de transport, le cas échéant diminué de la part patronale;
36. notifier aux agents les décisions prises par l'administration générale en matière de personnel;
37. admettre au stage les lauréats admis par le SELOR.

— En matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services : passer et exécuter les marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant inférieur ou égal au montant fixé à l'article 120, 1°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et des concessions de travaux publics.

— En matière d'agrément :

1. Octroyer l'agrément aux milieux d'accueil qui le sollicitent lorsque le rapport d'inspection et le rapport du service incendie sont favorables;
2. Octroyer l'agrément aux consultations qui le sollicitent lorsque le rapport d'inspection et les avis des intervenants locaux sont favorables.

— En matière de subventions :

1. Octroyer des avances provisionnelles de subventions nominativement prévues au budget et des subventions régies par les textes légaux ou réglementaires qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le système de calcul du montant;

2. Conformément à l'article 63 de l'arrêté du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés, procéder à l'application des sanctions suivantes selon la gravité des manquements à savoir : la suspension et le retrait des subventions, la suspension et le retrait d'agrément.

3. Conformément aux textes réglementaires concernant le secteur des consultations, procéder à l'application des sanctions suivantes selon la gravité des manquements à savoir : la suspension et le retrait des subventions, la suspension et le retrait d'agrément.

— En matière de signatures :

1. signer tous documents officiels (courriers, conventions, attestations,...);
2. signer les courriers impliquant une reconnaissance institutionnelle (décoration, remerciement, condoléances, ...);
3. signer les notifications personnalisées adressées à une personne ou à une structure dont le dossier a été soumis à la décision d'un organe de gestion;
4. signer les « bons à tirer » pour le *Moniteur belge*;
5. signer les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes;
6. signer les feuilles de congés, les demandes de missions et les états de frais;
7. signer les courriers à adresser en application d'une décision générale des organes de gestion;
8. signer les courriers transmettant des éléments nouveaux (nouvelles dispositions réglementaires, nouveaux formulaires).

— En matière financière :

1. approuver les factures et déclarations de créances concernant les fournitures, les travaux et les services;
2. approuver les états de paiement relatifs aux dépenses de loyers;
3. approuver l'utilisation du budget SOS pour certaines dépenses particulières sur proposition du « Groupe Enfance maltraitée » (GEM);
4. effectuer les emprunts à moins de 10 jours permettant de couvrir les besoins de la trésorerie, et pour autant que les emprunts n'excèdent pas les 3.500.000 euros, auquel cas une décision du Bureau est nécessaire;
5. signer la certification, la réception et la vérification des factures et des notes de crédits sans limitation de montant;
6. signer les envois des rappels de paiements et des relevés de compte sans limitation de montant;
7. signer l'envoi des courriers relatifs aux inventaires à effectuer ou effectués dans les structures subventionnées par l'Office;
8. signer l'autorisation d'effectuer des travaux en matière de reprographie;
9. signer l'autorisation d'utiliser des véhicules dans le cadre de missions spécifiques;
10. signer la demande, dans le cadre d'études préalables, de documentation aux fournisseurs potentiels;
11. approuver les paiements sans limitation de montant.

#### TITRE IV. — Les comités subrégionaux

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Attributions, compétences et délégations

Art. 23. En application des articles 10 et 15 du décret, chaque Comité subrégional exerce les compétences suivantes qui lui sont déléguées par le Conseil d'Administration :

1° assurer un contact régulier et veiller à un travail de partenariat entre les autorités locales, les institutions et services du secteur, en vue d'établir entre eux et avec les services de l'O.N.E. une collaboration efficace;

2° donner un avis préalable à toute décision du Conseil d'Administration qui concerne spécifiquement la protection de la mère et de l'enfant dans son secteur;

3° faire toute proposition qu'il juge utile, en matière de nouvelles activités, de modifications, perfectionnement et de coordination des institutions, consultations et services existants;

4° prendre en première instance, les décisions relatives à l'octroi, au refus ou au retrait de l'autorisation des institutions et services qui prennent en garde de manière non occasionnelle des enfants de moins de 6 ans, conformément à l'article 5, § 2, du décret du 30 mars 1983 tel que modifié par le décret du 8 février 1999. Dans les situations d'urgence où la sécurité des enfants gardés est ou risque d'être mise en cause, prendre la décision de retrait immédiat d'autorisation pour autant que les avis des intervenants locaux soient tous défavorables à la continuation de l'activité;

5° prendre en première instance, les décisions relatives à l'octroi, au refus ou au retrait de l'attestation de qualité sollicitée par les institutions et services qui prennent en garde de manière non occasionnelle des enfants de moins de 12 ans, conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret tel que modifié par le décret du 8 février 1999;

6° accorder les dérogations à la limite d'âge de 65 ans, et ce à titre exceptionnel, aux gardien(ne)s encadré(e)s, à domicile et aux responsables de Maisons d'Enfants, conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 portant diverses mesures en matière de l'enfance et au règlement approuvé par le Conseil d'Administration;

7° accorder les dérogations à la capacité d'accueil des milieux d'accueil lorsque la faculté de déroger est prévue par un arrêté.

Art. 24. Le Conseil d'Administration fixe les adresses des Comités subrégionaux.

Le Conseil d'Administration peut, sur proposition du comité subrégional, révoquer le membre du comité subrégional qui :

1° a accompli un acte incompatible avec la mission de l'O.N.E. telle que définie à l'article 2 du décret;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

3° n'a pas exercé son mandat, sans motif légitime, notamment en s'absentant plus de 3 fois consécutives des réunions de l'organe dont il est membre;

4° exerce une activité incompatible telle que définie au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, de l'article 7 du décret.

Le Comité subrégional entend l'intéressé avant que sa révocation soit proposée au Conseil d'Administration, qui pourvoira, le cas échéant, à son remplacement.

Art. 25. Chaque Comité subrégional propose au Conseil d'Administration, sur une liste double, les noms de cinq médecins installés dans le secteur, membres ou non du comité et ayant une compétence en matière de protection de la mère et de l'enfant. Ce collège médical est chargé de donner un avis sur les candidatures des médecins, collaborant avec les institutions et services agréés par l'O.N.E.

Art. 26. Chaque Comité subrégional peut créer un comité scientifique.

## CHAPITRE II. — Organisation et procédure

Art. 27. En application de l'article 14 du décret et à l'expiration du délai fixé pour l'introduction des candidatures, le Bureau communique au Conseil d'Administration la liste complète des candidatures reçues, suite aux propositions des services agréés par l'O.N.E., établis dans le ressort de chaque Comité subrégional ainsi que ses propositions.

Art. 28. Deux Comités subrégionaux, dûment constitués, peuvent, par des délibérations distinctes, proposer au Conseil d'Administration de pouvoir siéger ensemble pour délibérer de questions communes. Si le Conseil d'Administration de l'O.N.E. y consent, il fixe les modalités de cette collaboration.

## TITRE V. — Le conseil scientifique

### CHAPITRE Ier. — Organisation et procédure

Art. 29. En application de l'article 16 du décret, le Conseil scientifique peut être composé de 12 à 21 membres.

Leur nombre est fixé par le Conseil d'Administration. Au moins un tiers sont des médecins dont la majorité doivent être spécialisés en gynécologie-obstétrique ou en pédiatrie.

Au moins un tiers des membres sont, soit titulaires de professions paramédicales ou sociales (infirmier(e), gradué(e) social(e) ou en santé communautaire, accoucheur(se), assistant(e) social(e), logopède, kinésithérapeute, diététicien(ne), psychologue...), soit universitaires appartenant à des disciplines scientifiques non médicales.

Art. 30. Ceux des membres du Conseil scientifique qui sont médecins forment un collège, destiné à résoudre, par conciliation, les différends qui pourraient surgir entre membres du corps médical.

Art. 31. Le Conseil scientifique peut constituer, en son sein, avec la collaboration éventuelle d'experts extérieurs, des groupes de travail, dont il détermine la mission, la durée et les modalités de fonctionnement.

Les rapports de ces groupes de travail sont portés à la connaissance du Conseil d'Administration, avec l'avis du Conseil scientifique réuni en séance plénière.

Le Conseil scientifique crée en son sein le « Groupe Enfance Maltraitée » (GEM), chargé d'analyser, d'accompagner et de surveiller l'activité des équipes SOS-Enfants.

Art. 32. Les mandats des membres du Conseil scientifique expirent en même temps que ceux des membres du Conseil d'Administration.

En cas de décès, de démission ou d'exclusion, le nouveau membre désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 33. Le membre qui ne participe pas aux travaux du Conseil scientifique pendant plus de trois séances consécutives, sans motif légitime, est rappelé à l'ordre par le(a) président(e), par lettre recommandée. Si son absence injustifiée se prolonge, le Conseil scientifique saisit le Conseil d'Administration qui peut le remplacer.

Art. 34. Le Conseil scientifique désigne en son sein un(e) président(e), un(e) 1<sup>er</sup> vice-président(e) et un(e) 2<sup>e</sup> vice-président(e). Cette désignation est soumise à la ratification du Conseil d'Administration.

Dans l'attente de cette désignation, le Conseil scientifique est présidé par le(a) président(e) du Conseil d'Administration de l'O.N.E.

Un membre du Conseil scientifique proposé par ce dernier est désigné par le Conseil d'Administration pour représenter le Conseil scientifique au Fonds Houtman.

Le(a) Président(e) assiste avec voix consultative aux séances du Bureau et du Conseil d'Administration.

Art. 35. Le Conseil scientifique se réunit au moins six fois par an en séance plénière, sur convocation du(de la) président(e), ou, en son absence, du(de la) 1<sup>er</sup> vice-président(e) ou en son absence, du(de la) 2<sup>ème</sup> vice-président(e).

La convocation par lettre simple est envoyée au moins dix jours calendriers avant la séance. La convocation porte l'ordre du jour, qui est arrêté par le président.

Le(a) président(e) doit réunir le Conseil scientifique, dans les dix jours calendriers, si un tiers au moins des membres le demandent par écrit ou sur demande du Bureau de l'O.N.E.

Art. 36. Les avis du Conseil scientifique sont transmis dans les plus brefs délais au Conseil d'Administration par le(a) président(e). Sauf en cas d'unanimité, ils rendent compte des diverses opinions ou prises de position au sein du Conseil scientifique.

Le Conseil d'Administration communique au Conseil scientifique le suivi apporté à ces avis.

Art. 37. Les délibérations du Conseil scientifique sont consignées dans des procès-verbaux portés dans les plus brefs délais à la connaissance du(de la) président(e) du Conseil d'Administration, de l'administrateur(rice) général(e) ou en son absence de l'administrateur(rice) général(e) adjoint(e).

Art. 38. Le Conseil Scientifique peut inviter à ses séances toute personne dont il juge la présence opportune compte tenu des points inscrits à l'ordre du jour.

#### TITRE VI. — Le conseil d'avis

Art. 39. Le secrétariat dresse annuellement une liste des présences, qui sera communiquée au Ministre de tutelle.

Le Collège adressera un avertissement au membre qui, sans s'être excusé, se sera absenté à trois réunions consécutives.

Le Conseil proposera au Ministre de tutelle de pourvoir au remplacement des membres qui, sans s'être excusés, n'auront pas assisté au moins à la moitié des séances du Conseil dans les douze mois précédents.

#### TITRE VII. — Collège de l'Administration générale

Art. 40. Un Collège de l'Administration générale, présidé par l'Administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. ou en son absence, par l'Administrateur(trice) général(e) adjoint(e) est créé.

Il est composé, outre les Administrateurs généraux, des responsables des services généraux accueil et accompagnement, du responsable des finances et logistique, du responsable du développement des ressources humaines, du responsable des études et stratégies. Y siègent également le responsable audit et contrôle de gestion, à titre d'observateur et le responsable de la communication interne, à titre de technicien.

Art. 41. Les missions de ce Collège sont notamment :

- la coordination et l'échange d'informations;
- la préparation et le suivi des dossiers aux Organes de gestion.

Art. 42. Le Collège de l'Administration générale se réunit au minimum tous les 15 jours.

Un ordre du jour est établi par le (la) Président(e) du Collège. Les membres du Collège demandent la mise de points à l'ordre du jour de la séance suivante.

Art. 43. Les délibérations du Collège sont consignées dans des procès-verbaux, portés à la connaissance du (de la) Président(e) du Conseil d'Administration.

#### TITRE VIII. — Dispositions générales

Art. 44. Les membres des diverses instances de l'O.N.E. doivent, dans l'accomplissement de leur mission, s'abstenir de toute discrimination, à savoir : toute distinction, exclusion, restriction ou préférence ayant ou pouvant avoir pour but ou pour effet de détruire, de compromettre ou de limiter la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social ou culturel ou dans tout autre domaine de la vie sociale.

Art. 45. Il est interdit à tout membre du Conseil d'Administration et des instances de l'O.N.E. ayant un pouvoir de décision ou ayant voix délibérative ou consultative :

1° de participer à une délibération lorsqu'il y a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel ou lorsque ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement y ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à toute fourniture ou adjudication quelconque pour l'O.N.E.;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou agent d'affaires, dans les procès dirigés contre l'O.N.E. Il ne pourra en la même qualité, plaider ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'O.N.E., si ce n'est gratuitement.

4° de communiquer à des tiers des informations recueillies au cours des séances de ces instances et de ne pas se conformer au devoir de réserve.

Art. 46. Les membres des Comités subrégionaux, du Conseil scientifique et des Comités scientifiques subrégionaux perçoivent les mêmes jetons de présence et remboursement des frais de déplacement et de séjour que les membres du Conseil d'Administration.

Les membres des commissions ou groupes de travail et des Collèges médicaux perçoivent le même remboursement de leurs frais de déplacements que les membres du Conseil d'Administration.

Art. 47. Les organes, soit le Conseil d'Administration, le Bureau, le Comité subrégional, les organes d'avis et scientifiques, restent en charge des affaires courantes jusqu'au remplacement de leurs membres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du approuvant le règlement organique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2123

[C — 200 2/29282]

**25 APRIL 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het organiek reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de beslissing van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » van 5 maart 2002 tot vaststelling van zijn organiek reglement;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap, van 21 maart 2002, over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 33.252/4, gegeven op 15 april 2002, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn tot wiens bevoegdheid de opdrachten van de O.N.E. behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 2002,

Besluit :

**Artikel 1.** Het organiek reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt goedgekeurd zoals in bijlage bij dit besluit.

**Art. 2.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1991 tot goedkeuring van het organiek reglement van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 6 mei 2002.

**Art. 4.** De Minister van Kinderwelzijn tot wiens bevoegdheid de opdrachten van de O.N.E. behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

## Bijlage

**Organiek reglement van de O.N.E.**

Artikel 1. Dit reglement wordt opgesteld bij toepassing van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals gewijzigd bij de decreten van 22 december 1983, van 12 maart 1990, het programma-decreet van 26 juni 1992, de decreten van 6 april 1998, van 8 februari 1999 en 23 december 1999 en inzonderheid op artikel 10 ervan.

**TITEL I. — De raad van bestuur****HOOFDSTUK I. — Toekenningen en bevoegdheden**

Art. 2. De Raad van Bestuur oefent alle bevoegdheden uit die voortvloeien uit het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », hierna « het decreet » genoemd en heeft onder andere als opdracht :

1° de O.N.E. te beheren en te besturen en in het bijzonder :

a) het organiek reglement op te stellen, dat door de Regering van de Franse Gemeenschap moet worden goedgekeurd;

b) het budget van de O.N.E. op te stellen;

c) de balansen en rekeningen op te stellen van de opbrengsten en uitgaven en aan de Franse Gemeenschap de subsidies aan te vragen die nodig zijn voor het beleid van de O.N.E.;

d) het personeelskader van de Office en alle verwante wijzigingen ervan voor te stellen;

e) de aannemings-, aanwervings- en promotieprocedure van het personeel vast te leggen die zal worden uitgevoerd op basis van de bevoegdheden en de verdiensten overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

f) het patrimonium te beheren, namelijk overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

g) te zorgen voor de plaatsing van leden van de Subgewestelijke comités en de Wetenschappelijke raad en van het Beheerscomité van het Fonds Houtman;

h) te zorgen voor elke voorbereiding van dossiers die hij als nuttig beschouwt;

2° ter gelegenheid van de opstelling van het budget, de jaarlijkse en meerjaarlijkse strategische doelen van de « Office » te definiëren en uit te voeren;



3° alle nodige bepalingen te nemen, met het oog op de bescherming van moeder en kind, die hij als nuttig beschouwt, binnen de perken die hem worden opgelegd door de van kracht zijnde wetgeving, waaronder het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en in het bijzonder :

a) de ad hoc reglementen vast te stellen;

b) zijn standpunt weer te geven over alle problemen van bescherming van moeder en kind;

4° ervoor te zorgen dat de toepassing correct verloopt en dat de nodige maatregelen worden getroffen voor de uitvoering van zijn beslissingen door het Bureau, de Subgewestelijke Comités, de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal; elke beslissing van het Bureau, de Subgewestelijke Comités, de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal die buiten hun bevoegdheid zijn genomen of die het belang van de O.N.E. kunnen aantasten, op te heffen.

Art. 3. Bij toepassing van artikel 10 van het decreet vaardigt de Raad van Bestuur het Bureau, de Algemene bestuurders, de Subgewestelijke Comités, af met de bevoegdheden die respectievelijk bepaald zijn in de artikelen 14, § 2, 22, § 2 en 23 van dit reglement. Deze delegaties worden toegekend voor zover een trimestrieel verslag wordt ingediend bij de Raad van Bestuur die jaarlijks een evaluatie zal voeren.

## HOOFDSTUK II. — *Organisatie en procedure*

Art. 4. Het woord « lid » van de Raad van Bestuur dat gebruikt wordt in dit reglement duidt op een van de 20 leden van de Raad van Bestuur die stemgerechtigd is.

De Raad van Bestuur vergadert op samenroeping van de voorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid van de eerste ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid door de 2° ondervoorzitter(ster), minstens zes maal per kalenderjaar of binnen een termijn van 15 kalenderdagen indien minstens een derde van de leden het schriftelijk aanvraagt.

De oproepingen en de betrokken documenten worden bij gewone post minstens 7 kalenderdagen voor de zitting geadresseerd. De oproeping bevat de agenda, de notulen en de betrokken documenten.

Bij dringende noodzakelijkheid mag de termijn van de oproeping tot 3 kalenderdagen worden beperkt. In dat geval mogen de oproepingen en de betrokken documenten worden geadresseerd volgens de als meest gepaste beschouwde verzendingswijze.

Art. 5. De Raad van Bestuur wordt voorgezeten door de voorzitter(ster) of, in zijn/haar afwezigheid door de 1° ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid door de 2° ondervoorzitter(ster). Bij afwezigheid van de voorzitter(ster) en de ondervoorzitters(sters) staat het oudste lid in voor het zetelen van de zitting.

Art. 6. Behoudens wat in artikel 8 van dit reglement wordt bepaald, beraadslaagt de Raad van Bestuur naar behoren als minstens de helft van de leden aanwezig is. Elk aanwezig lid mag slechts drager zijn van een volmacht.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt is, wordt een nieuwe vergadering over dezelfde punten gepland binnen de vijftien kalenderdagen gedurende welke de Raad van Bestuur naar behoren beraadslaagt, onafhankelijk van het aantal aanwezige leden.

Slechts de leden mogen drager zijn van een volmacht.

Art. 7. Het stemmen gebeurt door handopsteken. Het verloopt met geheime stemming als het gaat over personen of als minstens een derde van de aanwezige leden erom vraagt.

Buiten wat in artikel 8 van dit reglement wordt bepaald, wordt de beslissing genomen bij gewone meerderheid van de met recht uitgevoerde stemmen (de helft plus een), zonder rekening te houden met de leden die zich onthouden.

Art. 8. Bij de verkiezing van de voorzitter(ster), de ondervoorzitter(ster) en de leden van het Bureau, bedraagt het aanwezigheidsquorum twee derde van de leden. De verkiezingen vereisen een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden zonder dat er rekening wordt gehouden met de onthoudingen. Als het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, wordt een nieuwe vergadering opgeroepen binnen de vijftien kalenderdagen, gedurende welke de verkiezingen plaatsgrijpen, onafhankelijk van het aantal aanwezige leden, met twee derde van de stemmen zonder dat er rekening wordt gehouden met de onthoudingen.

Art. 9. Tot de verkiezing van de voorzitter(ster) wordt de zitting voorgezeten door het oudste lid.

Art. 10. De agenda van de Raad van Bestuur wordt vastgelegd door de voorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid door de eerste ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid door de tweede ondervoorzitter(ster). De agenda bevat de punten die genomen zijn door het Bureau alsmede de leden die door minstens vijf leden van de Raad van Bestuur zijn aangehaald.

Art. 11. De beraadslagingen van de Raad van Bestuur worden in de notulen opgenomen, enerzijds meegetekend door de voorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid door de eerste ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid door de 2° ondervoorzitter(ster) en anderzijds door de administrateur-generaal of in zijn/haar afwezigheid door de adjunct-administrateur-generaal.

Art. 12. Behoudend uitdrukkelijke beraadslaging is elke beslissing van de Raad van Bestuur uitvoerbaar zonder te wachten dat de notulen worden goedgekeurd, maar met eerbiediging van de beroepstermijnen van de Commissarissen van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Elk punt dat niet op de agenda staat mag slechts aan een deliberatie worden onderworpen indien twee derde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden hun akkoord geven, zonder dat er rekening wordt gehouden met de onthoudingen.

Art. 13. De Raad van Bestuur mag op zijn zittingen elke persoon uitnodigen waarvan hij denkt dat zijn aanwezigheid nuttig is, houdende rekening met het punt van de agenda.

**TITEL II. — Het bureau****HOOFDSTUK I. — Toekenningen, bevoegdheden en delegaties**

Art. 14. § 1. Het Bureau oefent bevoegdheden uit die hem in de artikelen 13 en 18, § 3, van het decreet worden toegekend.

Het Bureau is ertoe gehouden de Raad van Bestuur op de hoogte te houden van de uitvoeringen in het kader van zijn bevoegdheden en hem al de verwante uitleg te verschaffen.

§ 2. Bij toepassing van artikel 10 van het decreet oefent het Bureau daarenboven de volgende bevoegdheden uit die hem door de Raad van Bestuur worden toegekend :

1. Alle beslissingen, genomen wegens door het Bureau met redenen omklede dringende noodzakelijkheid, als het Bureau verslag maakt aan de Raad van Bestuur bij de volgende zitting, met uitzondering van de bevoegdheden die enkel tot de Raad van Bestuur behoren;

2. In tweede aanleg de beslissingen nemen die betrekking hebben tot de weigering of de intrekking van de toelating van de instellingen en diensten die niet-occasioneel kinderen onder de 6 jaar in bewaring nemen, overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wanneer bij het verstrijken van de termijn die hem wordt toegekend, het onthaalmilieu geen oplossing heeft gevonden voor de in de beslissing van het subgewestelijk Comité bedoelde elementen van weigering of intrekking van toelating;

3. In tweede aanleg, de beslissingen nemen die betrekking hebben tot de weigering of de intrekking van het getuigschrift van hoedanigheid dat vereist is door de instellingen of diensten die niet-occasioneel kinderen onder de 12 jaar in bewaring nemen, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wanneer op het einde van de termijn die hem wordt toegestaan, het onthaalmilieu geen oplossing heeft gevonden voor de in de beslissing van het subgewestelijk Comité bedoelde elementen van weigering of intrekking van getuigschrift van hoedanigheid;

4. Voorstellen maken aan de Raad van Bestuur wat betreft de aanstelling van de leden van de Subgewestelijke Comités, van de Wetenschappelijke raad, van de Fonds Houtman of elke andere commissie of raad;

5. De overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten sluiten en uitvoeren voor een bedrag dat hoger ligt dan het bedrag vastgesteld in artikel 120, 1°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen, diensten en vergunningen van openbare werken. Een trimestrieel akkoord zal bij de Raad van Bestuur worden ingediend. Deze laatste zal jaarlijks een evaluatie voeren.

Art. 15. Bij toepassing van artikel 13 van het decreet, vaardigt het Bureau de administrateur-generaal of in zijn/haar afwezigheid, de adjunct-administrateur-generaal af met de in artikel 22, § 2, bedoelde bevoegdheden.

Deze delegaties worden toegekend voor zover een trimestrieel verslag bij het Bureau wordt ingediend. Het Bureau zal jaarlijks een evaluatie voeren.

**HOOFDSTUK II. — Organisatie en procedure**

Art. 16. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn zowel van toepassing op de bevoegdheden van het Bureau als op de bevoegdheden waarmee de Raad van Bestuur hem afvaardigt.

Art. 17. Het woord « lid » van het Bureau dat in dit reglement wordt gebruikt, wijst op een van de zeven leden die stemgerechtigd zijn.

Het Bureau vergadert bij samenroeping van de voorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid, van de 1<sup>e</sup> ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid, van de 2<sup>e</sup> ondervoorzitter(ster) of wanneer minstens drie van zijn leden er schriftelijk om vragen. Hij komt minstens 10 keer per jaar bijeen.

De oproepingen en de betrokken documenten worden per gewone brief minstens 3 kalenderdagen voor de datum van de zitting geadresseerd. De oproeping bevat de agenda die door de voorzitter(ster) is opgesteld.

Art. 18. Het Bureau mag op zijn zittingen elke persoon uitnodigen waarvan hij denkt dat zijn aanwezigheid nuttig is, houdende rekening met het punt dat op de agenda verschijnt.

Art. 19. Het Bureau wordt voorgezeten door de voorzitter(ster) van de Raad van Bestuur of, in zijn/haar afwezigheid door de 1<sup>ste</sup> ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid, door de 2<sup>e</sup> ondervoorzitter(ster).

Bij afwezigheid van de voorzitter(ster) en de ondervoorzitter(ster)s, zal het oudste lid de zitting voorzitten.

Art. 20. De leden van het Bureau mogen geen mandaat aan een ander lid geven.

Art. 21. Het stemmen gebeurt door handopsteken. Er is geheime stemming als het over personen gaat of als minstens een derde van de aanwezige leden erom vraagt.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de leden van het Bureau zonder rekening te houden met de leden die zich onthouden. Deze zijn uitvoerbaar behoudens uitdrukkelijke beraadslaging en voor zover de termijn van beroep van de Commissarissen van de Regering van de Franse Gemeenschap geëerbiedigd wordt.

Wanneer minder dan 4 leden van het Bureau aanwezig zijn, zijn de genomen beslissingen slechts uitvoerbaar na de goedkeuring van de notulen bij de volgende zitting.

**TITEL III. — De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal****HOOFDSTUK I. — Toekenningen, bevoegdheden en delegaties**

Art. 22. § 1. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal oefenen de bevoegdheden uit die hem in artikel 18 van het decreet worden toegekend.

De administrateur-generaal bestuurt en beheert globaal de « Office ». Overeenkomstig artikel 18 van het decreet, wordt hij in zijn taak bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal die hem/haar vervangt in zijn/haar afwezigheid. De administrateur-generaal, of in zijn/haar afwezigheid de adjunct-administrateur-generaal, is ertoe gehouden de Raad van Bestuur en het Bureau op de hoogte te houden van de handelingen gevoerd in het kader van het beheer van de instelling; hij/zij deelt daarenboven elke informatie mede die nodig is voor de evaluatie van het algemeen bestuur.

§ 2. Bij toepassing van de artikelen 10 en 13 van het decreet oefenen de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal de volgende bevoegdheden uit die hen door het Bureau en de Raad van Bestuur worden toevertrouwd :

— Wat betreft het personeel :

1. aan het Bureau het aanwerven voorstellen van de contractuele ambtenaren van niveau 1, met inbegrip van de leden die een vervanging binnen de perken van de budgettaire kredieten moeten ondergaan;
2. contractuele ambtenaren aanwerven van niveau 2+, 2, 3 en 4 binnen de perken van de budgettaire kredieten;
3. op de voordracht of het voorafgaand advies van de betrokken adjunct-directeurs-generaal :
  - ambtenaren aanstellen en binnen de Diensten de aanstellingen van deze ambtenaren wijzigen;
  - hun administratieve woonplaats vaststellen;
4. de tijdelijke functie in een ministerieel kabinet toelaten voor de personeelsleden of hen aanstellen voor de uitvoering van een opdracht;
5. de nodige administratieve aktes nemen wanneer de administratieve Gezondheidsdienst de fysieke onbekwaamheid van de kandidaat of het personeelslid vaststelt, met inbegrip van het ontslag en de inruststelling;
6. het opvolgen voor alle betrekkingen met de SELOR verzekeren;
7. de administratieve aktes nemen die voor de ambtenaren overeenstemmen met het voordeel van een eerbevordering in vlakke loopbaan;
8. de bezoldiging van de personeelsleden vaststellen en uitkeren, het bezoldigingsvoorschot vaststellen, het bedrag van de toelage vaststellen en uitkeren voor de uitoefening van het hoger ambt;
9. het vereiste voorstel voor de verandering van graad of de bevordering door verhoging in graad of door toegang tot het hogere niveau vaststellen;
10. uitzonderlijke prestaties toelaten en de betrokken staten van de kosten goedkeuren;
11. de ambtenaren in beschikbaarheid stellen wegens ziekte of invaliditeit zonder dat de definitieve onbeschikbaarheid wordt vastgesteld, maar met als gevolg dat de duur langer is dan de duur van ziekte- of invaliditeitsverlof;
12. de aan de wegens ziekte of invaliditeit terbeschikkinggestelde ambtenaar uit te keren wachtwedde vaststellen;
13. het terbeschikkingstellen wegens persoonlijke aangelegenheid van de ambtenaren die erom vragen, na advies van de betrokken adjunct-directeurs-generaal;
14. na advies van de betrokken adjunct-directeurs-generaal, de personeelsleden toelaten weg te blijven voor een lange duur die gewettigd is voor sociale of familiale redenen;
15. de ambtenaren toelaten ontslag te nemen hetzij op hun aanvraag, hetzij omdat ze de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt;
16. het recht op pensioen vaststellen ten laste van de Schatkist van dezelfde ambtenaren;
17. een ambtenaar in non-activiteit stellen als hij zonder toelating wegblijft of zonder geldige reden het einde van zijn verlof overschrijdt;
18. een hoger ambt toekennen overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 betreffende het uitoefenen van een hoger ambt bij de "Office de la Naissance et de l'Enfance";
19. wegens dringende reden de contractgebonden personeelsleden ontslaan;
20. een ambtenaar tijdelijk van zijn ambt ontheffen in het belang van de dienst;
21. de staten van de verplaatsings- en verblijfkosten goedkeuren van de adjunct-directeurs-generaal;
22. de personeelsleden toelaten, op voordracht van de adjunct-directeurs-generaal, hun persoonlijk vervoermiddel te gebruiken voor dienstverplaatsingen;
23. aktes met betrekking tot de vergoeding van de arbeidsongevallen en beroepsziektes uitvoeren, ook opdat een ongeval als « arbeidsongeval » of « ongeval voorgekomen op de weg van het werk » juridisch erkend wordt;
24. de toelating toekennen aan congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties deel te nemen;
25. aan de personeelsleden het voordeel toekennen van maatregelen van loopbaanonderbreking en werkhervreiding;
26. de aktes vervullen met betrekking tot preventieve verwijdering na advies van de arbeidsgeneeskunde, met inbegrip van de beslissing van verwijdering;
27. de cumulatie van ambten toestaan;
28. politiek verlof toestaan;
29. het voordeel toekennen van een contractopschorting;
30. aan de ambtenaren het jaarlijks verlof, de uitzonderlijke verlofdagen het omstandigheidsverlof toestaan;
31. subdelegaties organiseren betreffende het jaarlijks verlof, de uitzonderlijke verlofdagen en het omstandigheidsverlof;
32. subdelegaties organiseren met betrekking tot de eensluidende afschriften van administratieve documenten;
33. de staten van de verplaatsings- en verblijfkosten van hun personeel goedkeuren;
34. het terugroepen van een ambtenaar die afwezig is wegens ziekte of invaliditeit en die door de Dienst voor Administratieve Gezondheid bekwaam geacht werd zijn ambt halftijds opnieuw te vervullen;
35. aan de personeelsleden de documenten geven die betrekking hebben tot het bekomen van een voortdurend vervoersabonnement, in voorkomend geval, verminderd met de patronale kost;
36. aan de ambtenaren de door het algemeen bestuur genomen beslissingen meedelen met betrekking tot het personeel;
37. toegang verlenen tot een stage voor de personen die voor een examen van de Selor geslaagd zijn.

— Wat betreft de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten :

De overheidsopdrachten sluiten en uitvoeren van werken, leveringen en diensten van een bedrag van minder dan of gelijk aan een bedrag vastgesteld bij artikel 120, 1°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

— Wat betreft de erkenning :

1. De erkenning toekennen aan de onthaalmilieus die erom vragen wanneer het inspectieverslag en het verslag van de brandweerdienst gunstig zijn;
2. De erkenning toekennen aan de consultaties die erom vragen wanneer het inspectieverslag en de adviezen van de plaatselijke tussenkommende personen positief zijn;

— Wat betreft de subsidies :

1. provisionele voorschotten waarin nominatief in het budget is voorzien en subsidies toekennen waarin door de wettelijke of reglementaire teksten wordt voorzien en die er de toekenningsvoorwaarden en het bedrag of het rekensysteem van vaststellen;
2. Overeenkomstig artikel 63 van het besluit van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", een van de volgende sancties toepassen naar gelang van de ernst van de toestand : de subsidieopschorting, het intrekken van de subsidies, de schorsing van de erkenning en het intrekken van de erkenning;
3. Overeenkomstig de reglementaire teksten betreffende de consultatiesector, de volgende sancties toepassen naar gelang van de ernst van de toestand : de subsidieopschorting, het intrekken van de subsidies, de schorsing van de erkenning en het intrekken van de erkenning.

— Wat betreft het tekenen van documenten :

1. alle officiële documenten tekenen (brieven, overeenkomsten, getuigschriften,...);
2. elk schrijven tekenen dat een institutionele erkenning vraagt (decoratie, dankbetuigingen, deelnemingen,...);
3. de gepersonaliseerde notificaties tekenen die aan een persoon of aan een structuur geadresseerd zijn waarvan het verloop van het dossier afhangt van de beslissing van een beheersorgaan;
4. de door het *Belgisch Staatsblad* te publiceren documenten tekenen;
5. de bestelbonnen en de brieven die betrekking hebben tot de bestellingen tekenen;
6. de verlofdagen, aanvragen om opdrachten en kostenstaten tekenen;
7. de te adresseren brieven tekenen bij toepassing van een algemene beslissing van de beheersorganen;
8. de brieven tekenen die nieuwe elementen verschaffen (nieuwe reglementsbepalingen, nieuwe formulieren).

— Financieel :

1. de facturen en verklaringen van schuldvorderingen betreffende de leveringen, de werken en de diensten goedkeuren;
2. de staten van de uitbetalingen die betrekking hebben tot de uitgaven van de huren goedkeuren;
3. het gebruik van het SOS-budget goedkeuren voor sommige bepaalde uitgaven op voordracht van de « Groupe Enfance maltraitée » (GEM);
4. de leningen minder dan 10 dagen op voorhand toestaan om de behoeften van de schatkist te dekken en voor zover de leningen niet meer dan 3.500.000 euro bedragen, zo wel een beslissing van het Bureau nodig is;
5. het getuigschrift, de ontvangst en de aanpassing van de facturen en de creditnota's tekenen zonder beperking van bedrag;
6. de verzendingen van aanmaningen en rekeningoverzichten zonder beperking van bedrag tekenen;
7. de verzending van brieven met betrekking tot de uit te voeren of uitgevoerde inventarissen binnen de structuren gesubsidieerd door de « Office »;
8. de toelating tekenen voor de uitvoering van werken in verband met reprografie;
9. de toelating tekenen voor het gebruik van voertuigen in het kader van specifieke opdrachten;
10. de aanvraag tekenen, in het kader van voorafgaande studies, van documentatie aan mogelijke leveranciers;
11. de betalingen goedkeuren zonder beperking van bedrag.

#### TITEL IV. — De subgewestelijke comités

##### HOOFDSTUK I. — *Toekenningen, bevoegdheden en delegaties*

Art. 23. Bij toepassing van de artikelen 10 en 15 van het decreet oefent elk subgewestelijk Comité de volgende bevoegdheden uit die hem worden gedelegeerd door de Raad van Bestuur :

- 1° een regelmatig contact verzekeren en zorgen voor een werk van partnership tussen de plaatselijke overheden, de instellingen en de diensten van de sector met het oog op de oprichting van een efficiënte samenwerking tussen hen en de diensten van de O.N.E.;
- 2° advies geven dat elke beslissing vanwege de Raad van Bestuur voorafgaat, die precies de bescherming betreft van moeder en kind in zijn sector;
- 3° elk door hem nuttig beschouwd voorstel maken inzake nieuwe activiteiten, wijzigingen, verbetering en coördinatie van de bestaande instellingen, consultaties en diensten;
- 4° in eerste instantie beslissingen nemen in verband met de toekenning, de weigering of de intrekking van de toelating aan de instellingen en diensten die niet-occasioneel zorgen voor kinderen van minder dan 6 jaar, overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983 zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999. In de gevallen van dringende noodzakelijkheid waarbij de veiligheid van de opgevangen kinderen in het gedrang wordt gebracht of zou kunnen worden gebracht, de beslissing nemen de toelating onmiddellijk in te trekken voor zover de adviezen van de lokale tussenkommende personen allen tegen het verdere verloop van de activiteit zijn;
- 5° in eerste instantie beslissingen nemen die betrekking hebben tot de toekenning, de weigering of de intrekking van het getuigschrift van hoedanigheid dat vereist is door de instellingen en diensten die niet-occasioneel zorgen voor kinderen van minder dan 12 jaar, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het decreet zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999;

6° afwijkingen toestaan bij de leeftijdsgrens van 65 jaar en dit uitzonderlijk voor omkaderde bewaarders, thuis en voor de verantwoordelijken van de Kindertehuizen overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 houdende verschillende maatregelen inzake kinderwelzijn en het door de Raad van Bestuur goedgekeurde reglement;

7° afwijkingen toestaan voor de capaciteit van opvang van de opvangmilieus wanneer in de bekwaamheid af te wijken bij een besluit wordt voorzien.

Art. 24. De Raad van Bestuur stelt de adressen vast van de subgewestelijke Comités.

De Raad van Bestuur mag, op voorstel van het subgewestelijk Comité het lid van het subgewestelijk Comité uit zijn ambt ontzetten dat :

1° een daad heeft gepleegd die onverenigbaar is met de opdracht van de O.N.E. zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet;

2° een fout of een zware nalatigheid heeft gepleegd binnen de uitoefening van zijn mandaat;

3° zijn mandaat niet heeft uitgeoefend en dit zonder geldige reden, namelijk door meer dan driemaal afwezig te blijven op de vergaderingen van het orgaan waarvan hij lid is;

4° een activiteit uitoefent die onverenigbaar is zoals bedoeld in § 1, 1° lid, 5°, van artikel 7 van het decreet.

Het subgewestelijk Comité hoort de betrokkene vooraleer zijn ontzetting voorgesteld wordt aan de Raad van Bestuur die, zo nodig, voor zijn vervanging zal zorgen.

Art. 25. Elk subgewestelijk Comité stelt aan de Raad van Bestuur op een dubbele lijst de namen voor van vijf artsen die gevestigd zijn in de sector, die lid zijn of niet van het Comité en die bekwaam zijn inzake bescherming van moeder en kind. Dit medisch college wordt belast met het geven van advies over de kandidaturen van de artsen die samenwerken met de instellingen en de diensten die erkend zijn door de O.N.E.

Art. 26. Elk subgewestelijk Comité mag een wetenschappelijk Comité oprichten.

#### HOOFDSTUK II. — *Organisatie en procedure*

Art. 27. Bij toepassing van artikel 14 van het decreet en op het einde van de termijn vastgesteld voor het indienen van kandidaturen, deelt het Bureau de volledige lijst aan de Raad van Bestuur mee van de ontvangen kandidaturen, tengevolge van de voorstellen van de diensten erkend door de O.N.E., die deel uitmaken van elk subgewestelijk Comité alsmede zijn voorstellen.

Art. 28. Twee behoorlijk opgestelde subgewestelijke Comités mogen, door verschillende beraadslagingen, aan de Raad van Bestuur voorstellen samen te zetelen om over de gemeenschappelijke problemen te beraadslagen. Als de raad van Bestuur van de O.N.E. het er mee eens is, stelt hij de nadere regels van deze samenwerking vast.

#### TITEL V. — *De wetenschappelijke raad*

##### HOOFDSTUK I. — *Organisatie en procedure*

Art. 29. Bij toepassing van artikel 16 van het decreet mag de wetenschappelijke raad samengesteld zijn uit 12 tot 21 leden.

Hun aantal wordt vastgesteld door de Raad van Bestuur. Minstens een derde van de leden zijn artsen waarvan de meerderheid deskundigen moeten zijn in de gynecologie-obstetrie of in de kindergeneeskunde.

Minstens een derde van de leden is ofwel titularis van paramedische of sociale beroepen (verpleger(eegster), gradueerd(e) in de sociale wetenschappen of in de communautaire gezondheid, verloskundige, sociaal assistent(e), logopedist(e), kinesitherapeut(e), diëtist(e), psycholoog(oge), ofwel titularis van een universitair diploma dat betrekking heeft tot niet-medische wetenschappelijke vakken.

Art. 30. De leden van de Wetenschappelijke raad die arts zijn, vormen een college dat als doel heeft de geschillen door bemiddeling op te lossen, die zouden kunnen voorkomen tussen leden van het medisch college.

Art. 31. De Wetenschappelijke raad mag onder zijn leden, samen met de eventuele medewerking van externe deskundigen, werkgroepen opstellen waarvan hij de opdracht, de duur en de werkingsmodaliteiten bepaalt.

De verslagen van deze werkgroepen worden aan de Raad van Bestuur bekendgemaakt met het advies van de Wetenschappelijke raad die in plenaire zitting vergadert.

De Wetenschappelijke raad richt een « Groupe Enfance maltraitée » (GEM) op die voor de analyse, de begeleiding en de bewaking van de activiteit van de ploegen « SOS-Enfants » moet zorgen.

Art. 32. De mandaten van de leden van de Wetenschappelijke raad verstrijken tegelijkertijd met deze van de leden van de Raad van Bestuur. Bij overlijden, ontslag of uitsluiting, beëindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

Art. 33. Het lid dat niet deelneemt aan de werken van de Wetenschappelijke raad gedurende meer dan drie opeenvolgende zittingen, zonder geldige reden, wordt tot de orde geroepen door de voorzitter(ster) per aangetekende brief. Indien zijn ongewettigde afwezigheid verlengd wordt, richt de Wetenschappelijke raad zich tot de Raad van Bestuur die hem mag vervangen.

Art. 34. De Wetenschappelijke raad stelt onder zijn leden een voorzitter(ster), een 1ste ondervoorzitter(ster) en een 2° ondervoorzitter(ster) aan. Deze aanstelling moet goedgekeurd worden door de Raad van Bestuur.

In afwachting van deze aanstelling, wordt de Wetenschappelijke raad voorgezeten door de voorzitter(ster) van de raad van Bestuur van de O.N.E.

Een lid van de wetenschappelijke raad door deze laatste voorgesteld, wordt aangesteld door de Raad van Bestuur om de Wetenschappelijke Raad te vertegenwoordigen bij het « Fonds Houtman ».

De Voorzitter(ster) neemt deel met beraadslagende stem aan de zittingen van het Bureau en de Raad van Bestuur.

Art. 35. De wetenschappelijke raad komt minstens zes keer per jaar bijeen in plenaire vergadering, op samenroeping van de voorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid van de 1ste ondervoorzitter(ster) of in zijn/haar afwezigheid van de 2° ondervoorzitter(ster). De oproep per gewone brief wordt minstens tien kalenderdagen voor de zitting opgestuurd. De oproep vermeldt de dagorde die door de voorzitter(ster) wordt vastgesteld.

De voorzitter(ster) moet de Wetenschappelijke raad verenigen binnen de tien kalenderdagen als minstens één derde van de leden er schriftelijk om vraagt of op aanvraag van het Bureau van de O.N.E.

Art. 36. De adviezen van de Wetenschappelijke raad worden zo vlug mogelijk naar de Raad van Bestuur doorgestuurd door de voorzitter(ster). Behoudens in geval van unanimité maken zij een verslag van de verschillende punten of meningen binnen de Wetenschappelijke raad.

De Raad van bestuur deelt aan de Wetenschappelijke raad de evolutie mee van deze adviezen.

Art. 37. De beraadslagingen van de Wetenschappelijke raad bevinden zich in de notulen die zo vlug mogelijk ter kennis worden gebracht van de voorzitter(ster) van de Raad van bestuur, van de administrateur-generaal of in zijn/haar afwezigheid van de adjunct-administrateur-generaal.

Art. 38. De Wetenschappelijke raad mag op zijn zittingen alle personen uitnodigen waarvan hij denkt dat hun aanwezigheid nuttig is aangezien de punten van de dagorde.

#### TITEL VI. — De adviesraad

Art. 39. Het secretariaat stelt een aanwezigheidslijst op die aan de Minister van Voogdij zal meegedeeld worden.

Het college zal een waarschuwing geven aan het lid dat zonder zich te verontschuldigen op drie opeenvolgende vergaderingen afwezig was.

De Raad zal aan de Minister van Voogdij voorstellen voor de vervanging van de leden te zorgen die zonder zich te verontschuldigen niet aan de helft van de zittingen van de raad zullen hebben deelgenomen in de loop van de twaalf voorafgaande maanden.

#### TITEL VII. — Het college van het algemeen bestuur

Art. 40. Een College van het algemeen bestuur, voorgezeten door de administrateur-generaal van de O.N.E. of in zijn/haar afwezigheid door de adjunct-administrateur-generaal, wordt opgericht.

Buiten de administrateurs-generaal bestaat hij uit verantwoordelijken van de algemene diensten onthaal en begeleiding, van de verantwoordelijke van de Financiën en de Logistiek, van de verantwoordelijke van de ontwikkeling van de human resources, van de verantwoordelijke van de studies en strategieën. Er zetelen ook de verantwoordelijke voor de audit en de beheerscontrole, als waarnemer en de verantwoordelijke voor de interne communicatie, als technicus.

Art. 41. Het College heeft namelijk tot opdracht :

- het coördineren en het uitwisselen van informatie;
- het voorbereiden en het opvolgen van de dossiers van de Beheersorganen;

Art. 42. Het College van het Algemeen Bestuur komt minstens om de 15 dagen bijeen.

Een dagorde wordt opgesteld door de voorzitter(ster) van het College. De leden van het College vragen dat punten aan de dagorde worden gezet bij de volgende zitting.

Art. 43. De beraadslagingen van het College bevinden zich in de notulen die ter kennis van de Voorzitter(ster) van de Raad van Bestuur worden gebracht.

#### TITEL VIII. — Algemene bepalingen

Art. 44. De leden van de verschillende instanties van de O.N.E. mogen bij de uitoefening van hun opdracht geenszins aan discriminatie doen, namelijk : elk onderscheid, elke uitsluiting, restrictie of voorkeur die als doel of effect heeft of zou kunnen hebben dat de erkenning, het bezit of de uitoefening van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden op voorwaarden van gelijkheid zouden worden geschonden of beperkt in het politieke, economische of culturele domein of in elk ander domein van het maatschappelijk leven.

Art. 45. Het is voor elk lid van de Raad van Bestuur en van de instanties van de O.N.E. dat beslissingsmacht heeft, stemgerechtigd is of consultatieve stem heeft, verboden :

1° deel te nemen aan een beraadslaging wanneer er een direct voordeel is, hetzij persoonlijk, hetzij als zakenverantwoordelijke, bestuurder of personeelslid of wanneer zijn ouders of verwanten tot de vierde graad inbegrepen een persoonlijk of direct voordeel vertonen;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan elke levering of aanbesteding voor de O.N.E.;

3° tussen te komen als advocaat, notaris of zakenagent in de processen die gericht zijn tegen de O.N.E. Hij zal in dezelfde hoedanigheid geen enkel betwistbare zaak in het voordeel van de O.N.E. mogen pleiten, als het niet gratis is.

4° aan derden informatie mede te delen die vernomen zijn gedurende zittingen van deze instanties en de plicht van voorbehoud niet te eerbiedigen.

Art. 46. De leden van de subgewestelijke Comités, de Wetenschappelijke raad en de subgewestelijke Wetenschappelijke raden ontvangen hetzelfde presentiegeld en de terugbetaling van de verplaatsings- en verblijfkosten als de leden van de Raad van Bestuur.

De leden van de commissies of werkgroepen en van de medische colleges ontvangen dezelfde terugbetaling voor hun verplaatsingskosten als de leden van de Raad van Bestuur.

Art. 47. De organen, of de Raad van Bestuur, het Bureau, het subgewestelijk Comité en de advies- en wetenschappelijke organen blijven verantwoordelijk voor de lopende zaken tot hun leden worden vervangen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 april 2002 tot goedkeuring van het organiek reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».